

*Réglementation des prix*

tique où la situation économique est meilleure qu'au Canada. C'est là un point important.

Je voudrais aussi savoir si les députés de l'opposition ont honnêtement comparé la situation dans notre pays avec celle des autres pays. Les députés nieront-ils le fait que les États-Unis et le Royaume-Uni ont essayé d'établir un blocage des prix et des salaires? Le président Nixon lui-même a reconnu que si cette mesure n'était pas un échec total, elle n'en était pas moins malvenue ou regrettable. M. Schultz déclara la même chose. Il critiqua le gel et ses conséquences, c'est-à-dire les pénuries et la hausse des prix dès que le gel est levé. Voilà les conséquences des gels des prix et salaires. C'est tellement simple qu'il n'est pas nécessaire d'insister davantage. Que peut-on attendre d'autre d'un gel qu'une augmentation des prix par la suite? Ce fut un échec en Grande-Bretagne. Tout le monde le sait. En fait, le gel n'a pas vraiment été imposé totalement car le gouvernement avait peur de la faire après le premier essai. Je crois que ces faits sont si fondamentaux que sous peu, l'opposition devra cesser de parler bêtement de contrôles des prix et des salaires et d'un gel de 90 jours. Cela devient une idée ridicule. Lorsque je rentre chez moi, même les conservateurs de ma circonscription me demandent pourquoi, étant donné que ce système ne marche pas, les conservateurs continuent de le proposer.

En ce qui concerne les conséquences immédiates de cette motion, il me semble qu'elle propose des mesures qui sont déjà en vigueur actuellement. En effet, le premier ministre (M. Trudeau) avança l'idée de contrôles sélectifs l'automne dernier. Le discours du trône en parlait également et ce système est, dans une certaine mesure, en vigueur actuellement. Il est évident que certains contrôles ont déjà été imposés sur le lait et le blé et notre règlement relatif aux importations et aux exportations prévoit des contrôles sur les légumes et sur différents produits importés. Comme le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) l'a annoncé, il doit également y avoir un contrôle sur le prix de la viande.

Quant à provoquer une diminution des prix ayant subi une augmentation inadmissible, par l'intermédiaire d'une commission de surveillance des prix c'est maintenant chose faite. La Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a traîné certaines entreprises devant les tribunaux parce qu'on a découvert qu'elles avaient fait des bénéfices injustifiables. La question que le député conservateur a posée au représentant de Yorkton-Melville (M. Nystrom), lui demandant ce que l'on considère comme bénéfice excessif, est fort pertinente. Je crois que tout le monde sait qu'il n'y a pas d'affaires sans profits. Ce n'est qu'en permettant au monde des affaires de se bien porter et de réaliser des profits raisonnables qu'on maintient le pays dans un état de prospérité, les salaires à un niveau élevé et l'économie en progression.

● (1610)

Les profits excessifs sont assez faciles à définir. Nous savons qu'il faut un certain niveau d'intérêt pour les simples hypothèques et choses semblables. Nous savons que les compagnies ne peuvent rester concurrentielles et réaliser des profits convenables si elles ne se maintiennent pas entre 15 p. 100 et 20 p. 100. Nous savons qu'elles doivent faire assez pour au moins couvrir leurs dépenses et faire profiter leurs actionnaires. Et nous savons que leurs profits sont très lourdement imposés. Les profits excessifs ne sont pas la cause de l'inflation.

La Commission de surveillance des prix a bien établi qu'il n'y avait pas seulement un coupable. Nous avons eu

[M. Railton.]

une étude très ouverte des prix de l'alimentation. Nous savons qu'il y a beaucoup de facteurs en jeu. Certains grossistes peuvent essayer ici et là de s'emparer d'un marché en vendant leurs produits aux grandes chaînes, mais cette pratique est dénoncée et découragée. Il n'y a pas d'iniquité grave réelle dans toute la structure des prix, sauf que les gens veulent de plus en plus d'aliments transformés. C'est à peu près ce à quoi se résume le problème.

Je crois qu'on pourrait en dire autant des coûts du gouvernement. L'opposition ne cesse de dire qu'ils augmentent et que notre Fonction publique s'accroît à une allure vertigineuse. Ces gens connaissent-ils une autre fonction publique d'un autre pays qui compte des experts et de spécialistes comme ceux de la nôtre? Croient-ils qu'on obtient tout cela pour rien? Les Canadiens ne veulent pas d'une fonction publique qui ne pourrait pas les aider de toutes les façons possibles.

Notre ministère de l'Industrie et du Commerce aide les petites entreprises à se lancer, à bâtir leurs usines, et de nombreuses autres façons. Les conseils de nos experts les aident à exporter. Le ministère de l'Agriculture compte un très grand nombre de fonctionnaires dont le seul travail consiste à aider les agriculteurs à trouver de meilleurs façons de s'assurer plus de revenu de l'agriculture et d'augmenter leur productivité. Dans pratiquement tous les autres domaines, il faut aussi offrir des services aux Canadiens, qui en demandent toujours de plus en plus.

L'opposition nous dit qu'un des grands facteurs de l'inflation c'est la ridicule montée en flèche des dépenses du gouvernement et que cela est dû en grande partie à l'expansion de la Fonction publique. Toutefois, monsieur l'Orateur, n'allons pas nous imaginer que la Fonction publique sera réduite quel que soit le parti au pouvoir. Le public aime les choses de cette façon. Il mérite qu'on les lui accorde et cela doit coûter de l'argent. Toutefois, cela ne joue pas un grand rôle dans l'inflation.

Je pense qu'il est temps d'admettre publiquement que la situation mondiale est la plus grande cause d'inflation. Avec deux de mes collègues de l'autre côté de la Chambre, j'ai eu l'occasion de visiter divers pays en janvier. Monsieur l'Orateur, il ne fait aucun doute que la situation au Canada est bien meilleure qu'au Japon. Le Japon a fait un effort industriel énorme et possède d'énormes masses monétaires investies dans divers secteurs, mais les Japonais n'en bénéficient pas. Le travailleur gagne \$1,000 par an et il doit dépenser pour sa nourriture environ le double de ce qu'on dépense ici.

En ce qui concerne l'Inde, elle n'aura pas assez d'argent pour acheter du pétrole au prix qu'il coûte pour l'année prochaine. Ce n'est pas qu'on ait placé des embargos sur l'Inde. C'est simplement qu'avec l'énorme augmentation du pétrole, l'Inde n'aura pas assez d'argent pour l'acheter. Elle ne pourra même pas cultiver ses propres terres agricoles. Les gens ne pourront pas éclairer et chauffer leurs maisons avec du kérosène, qui constitue leur seul combustible. Ils n'ont pas les grosses installations électriques pour fournir l'électricité, que nous avons au Canada. Ils n'ont pas de ressources pétrolières et tout le monde n'a pas un bon revenu et par tout le monde j'entends ceux qui se situent au-dessus du seuil de la pauvreté. Sur 560 millions d'habitants, il y a en Inde que quelques milliers de personnes qui ne sont pas pauvres. Le Canada ne peut certainement pas se comparer à l'Inde.

Nous avons également visité l'Iran. L'économie de ce pays est un peu meilleure que celle du Japon et les gens gagnent environ \$1,200 par an. Ce revenu doit, espère-t-on,